



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Sauvons le hockey, luttons contre les changements climatiques !

Montréal, mardi 16 février 2010 – C'est aujourd'hui que l'équipe du Jour de la Terre, aidée de ses complices de différents groupes environnementaux, a souligné l'anniversaire de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto grâce à l'événement « **Sauvons le hockey, luttons contre les changements climatiques !** ». Comme à chaque année depuis 2005, les citoyens ont été invités à disputer une joute amicale de hockey, à la patinoire Toussaint-Louverture, à Montréal. Symbolique, cette partie faisait directement référence à un effet important des changements climatiques au Québec : la difficulté de pratiquer notre sport national sur les patinoires extérieures, même en février !

Un consensus scientifique mondial existe quant à l'urgence d'agir en matière de lutte aux changements climatiques et il appartient à chacun – gouvernements, individus et entreprises – de faire sa juste part. « Cette partie de hockey est une manière concrète de sensibiliser les citoyens aux impacts, chez nous, des changements climatiques. Nous voulons aussi inciter les gens à poser des actions afin de manifester leur appui à la cause des changements climatiques », a commenté Emilie Forget, coordonnatrice des programmes au Jour de la Terre. « Le hockey fait partie de notre histoire, de l'identité collective des Québécois et tous vous diront que la saison de hockey extérieur est de plus en plus difficile. Passons à l'action pour préserver notre sport national et éviter que la génération montante ne doive jouer dans la slush ! », a renchéri Jérôme Normand, directeur d'ENvironnement JEUnesse.

Notre sport national menacé ?

Les changements climatiques ont déjà des impacts concrets, notamment sur les sports d'hiver dans les pays nordiques. « Alors que le Canada est l'hôte des nations du monde dans le cadre des Jeux olympiques pour célébrer le sport, la neige et la glace, le gouvernement Harper est encore à la remorque dans la lutte pour le climat et continue obstinément à ne rien faire. C'est gênant ! », a lancé Sidney Ribaux, cofondateur-coordonnateur général d'Équiterre.

« Le sort des sports d'hiver et de l'industrie récréo-touristique dépend des choix que nous faisons aujourd'hui pour contrer les changements climatiques », a affirmé Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki au Québec. « L'engagement des athlètes olympiques et des citoyens canadiens et les efforts des Jeux olympiques d'hiver pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre sont très inspirants. Espérons maintenant que le gouvernement fédéral suivra leur exemple et adoptera bientôt des solutions concrètes au réchauffement planétaire », a-t-il rajouté.

Au moment où les organisateurs des Jeux olympiques de Vancouver doivent eux-mêmes composer avec des conditions climatiques qui compromettent la tenue des activités hivernales, l'évènement d'aujourd'hui devient très lourd de sens. « L'inaction en matière de lutte aux changements climatiques a un prix et les mesures d'adaptation, même si elles sont techniquement réalisables, exigent des ressources financières colossales », a ajouté Philippe



Bourke, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ).

Une action à toutes les échelles est nécessaire

Les participants ont profité de l'occasion pour rappeler que la position du gouvernement Harper ne représente pas celle des Québécois et des Canadiens, qui veulent lutter activement contre les changements climatiques. « Il faut agir vite pour faire en sorte que la prochaine conférence des Nations Unies sur le climat, prévue à Cancun en décembre prochain, permette la conclusion d'un accord juste, ambitieux et juridiquement contraignant à même de limiter la hausse des températures à moins de 2 degrés », a rappelé Patrick Bonin, coordonnateur changements climatiques pour l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA). « Après l'échec de la conférence de Copenhague et l'inaction du Canada face aux sables bitumineux, il est plus que jamais important de faire entendre nos voix et d'exiger un véritable plan de lutte aux changements climatiques », a soutenu Claude Martel, vice-président du Sierra Club Québec.

De son côté, Daniel Bouchard, responsable des campagnes transport, GES et aménagement du territoire au Conseil régional de l'environnement de Montréal, a tenu à rappeler que les villes doivent aussi faire leur part, car elles sont responsables de 80 % des émissions mondiales de GES. « Nous attendons toujours un Plan de réduction des GES pour la collectivité montréalaise promis depuis plusieurs années par la ville de Montréal », a-t-il affirmé. « Le gouvernement du Québec offre depuis le 1^{er} avril 2009 des fonds par son programme Climat municipalités pour réaliser de tels plans, et la ville de Montréal n'a toujours pas déposé une demande, même si ces fonds sont distribués aux premiers arrivés », a-t-il renchéri.

L'événement a rassemblé plusieurs écocitoyens ainsi que de nombreux groupes engagés dont l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQPLA), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le Conseil régional de l'environnement de Montréal, la Coalition jeunesse Sierra, Écotrip, ENvironnement JEUnesse, Équiterre, la Fondation David Suzuki, le Jour de la Terre, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) et le Sierra Club Québec.